

Memorial

des

MEMORIAL

DU

Großherzogthums Luxemburg.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Mittwoch, 16. April 1879.

Nr. 26.

MERCREDI, 16 avril 1879.

Beschluß vom 12. April 1879, wodurch ein Gesuch um Concession von Erzgrubenfeldern in der Gemeinde Péttingen, Section Rodingen, veröffentlicht wird.

Der General-Director des Innern;

Nach Einsicht eines unter'm 19. März 1879 von den Herrn Karl und Julius Collart, Hüttenbesitzer zu Steinfort, eingereichten Gesuches, dahin zielend, daß die unter Art. 1 der durch das Gesetz vom 7. Juli 1874 genehmigten Ueber-einkunft mit Litt. a b c bezeichneten und ihnen zustehenden Concessionen von fünf Hectaren Erz-grubenfelder ihrer unter demselben Art. 1 mit Litt. d bezeichneten Concession als Zusatz übertragen werde, und daß ihnen während zehn Jahren anheim gestellt bleibe, ihre jetzige Concession zu erweitern:

Nach Einsicht der Pläne der in Concession be-gehrten Bodenflächen;

Nach Einsicht des Art. 2 des Gesetzes vom 12. Juni 1874, die Erzgruben und Erzgräbereien betreffend;

Beschließt:

Art. 1. Gemäß Art. 2. des vorerwähnten Ge-
setzes soll nachstehendes Gesuch durch's „Memo-
rial“ und in mehreren Landeszeitungen veröffent-
licht werden.

Art. 2. Die etwa über den Gegenstand dieses
Gesuches zu erhebenden Einsprüche werden durch
die General-Direction des Innern, im Regie-
rungsgebäude zu Luxemburg, entgegengenommen.

Luxemburg den 12. April 1879.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Arrêté du 12 avril 1879, portant publication
d'une demande en concession de terrains mi-
niers dans la commune de Pétange, section de
Rodange.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu une demande présentée le 19 mars 1879
par MM. Charles et Jules Collart, maîtres de
forges à Steinfort, tendant à ce qu'il leur soit
reporté, en annexe à la concession de Rodange,
désignée sub litt. d de l'art. 1^{er} de la convention
du 7 juillet 1874, les cinq hectares de terrain
minier qui leur reviennent dans les concessions
désignées sub litt. a b c du même article, et qu'il
leur soit réservé pendant une dizaine d'années
la latitude d'augmenter leur concession actuelle;

Vu les plans des surfaces de terrain demandées
en concession;

Vu l'art. 2 de la loi du 12 juin 1874, sur le
régime des mines et minières de fer;

Arrête:

Art. 1^{er}. Conformément à l'art. 2 de la loi pré-
citée, la demande ci-dessous transcrite sera pu-
bliée au *Mémorial* et dans plusieurs journaux du
pays.

Art. 2. Les oppositions éventuelles à l'objet de
cette demande seront reçues par la Direction gé-
nérale de l'intérieur, en l'hôtel de Gouvernement
à Luxembourg.

Luxembourg, le 12 avril 1879.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

(Das Concessionsgesuch lautet :)

(Suit le texte de la demande :)

Monsieur le Directeur général,

Les soussignés Charles et Jules Collart, maîtres de forges à Steinfurt, ont l'honneur de vous demander de bien vouloir faire reporter en annexe à la concession de Rodange, désignée sub litt. d de l'art. 1^{er} de la loi du 7 juillet 1874, les 5 hectares qui leur reviennent dans les concessions désignées sub litt. a, b et c du même article.

Ils joignent à la présente deux plans, sur lesquels sont indiqués, par une ligne bleue, les cinq hectares qu'ils désirent obtenir en échange.

Dans la feuille N° 1, ils ont prévu le cas où le Gouvernement tiendrait compte de la demande en concession de MM. Hardt et Comp., auxquels ils trouveraient place à l'Est et à l'Ouest de cette concession.

Si, au contraire, le Gouvernement ne donne pas suite à la demande de MM. Hardt et Comp., les soussignés vous proposent de leur céder une bande de concession, s'étendant au Sud de la concession de Rodange sur une longueur de 467 m. à partir de l'extrémité Est et sur une profondeur sud de 107 m. 70 cm., ainsi qu'il est indiqué sur la feuille N° 2.

Le but de notre demande est d'obtenir un complexe suffisant pour couvrir les frais d'établissement d'un quai et des installations de chargement. Les besoins de notre usine exigent que nous ayons une exploitation séparée des autres concessionnaires.

Nous espérons, en outre, que l'État voudra bien nous réserver pendant une dizaine d'années encore la latitude d'augmenter notre concession actuelle et de la porter au double de ce qu'elle est aujourd'hui. D'un côté, nos approvisionnements de mines sont insuffisants, et de l'autre les charges qui grèveraient notre usine seraient trop lourdes pour que nous puissions dès aujourd'hui demander une augmentation de concession.

La mine provenant de ces concessions est destinée, comme celles des concessions primitives que nous demandons à échanger, à l'alimentation de notre usine de Steinfurt, dont la production annuelle est de 25,000 tonnes de fonte d'affinage.

Dans l'espoir que vous voudrez bien accueillir favorablement notre demande, nous vous présentons, Monsieur le Directeur général, l'assurance de notre considération distinguée.

Steinfurt, le 10 mars 1879.

(signés) Ch. et J. COLLART.

Beschluß vom 12. April 1879, wodurch ein Gesuch um Concession von Erzgrubenfeldern in den Gemeinden Pétange und Differdange veröffentlicht wird.

Der General-Director des Innern;

Nach Einsicht eines unterm 25. März 1879 von Herrn H. Henry, Geschäftsführer der anonymen Hochöfen-Gesellschaft in Rodingen, eingereichten Gesuches dahin zielend:

I. daß die der genannten Gesellschaft durch

Arrêté du 12 avril 1879, portant publication d'une demande en concession de terrains miniers dans les communes de Pétange et de Differdange.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu une demande présentée le 25 mars 1879 par M. Henry, directeur-gérant de la Société anonyme des hauts-fourneaux de Rodange, à Rodange, tendant à obtenir:

1° le transfert de la concession de cinq hec-

das Gesetz vom 7. Juli 1874 im Erzbecken von Esch-Rumelingen verliehene Concession von fünf Hectaren Erzgrubenfelder derart verlegt werde, daß dieselbe sich an ihre Concession « bois de Rodange » anschließe;

2° eine neue Concession von fünf Hectaren Erzgrubenfelder zu erhalten, welche an vorstehendes Boos stoßen soll;

Nach Einsicht der Pläne der in Concession begebenen Bodenflächen;

Nach Einsicht des Art. 2 des Gesetzes vom 12. Juni 1874, die Erzgruben und Erzgräbereien betreffend;

Beschließt:

Art. 1. Nachfolgendes Gesuch soll gemäß Art. 2 des vorerwähnten Gesetzes durch's „Memorial“ und in mehreren Landeszeitungen veröffentlicht werden.

Art. 2. Die etwa über den Gegenstand dieses Gesuches zu erhebenden Einsprüche werden durch die General-Direction des Innern, im Regierungsgebäude zu Luxemburg, entgegengenommen.

Luxemburg, den 12. April 1879.

Der General-Director des Innern,
H. KIRPACH,

(Das Concessionsgesuch lautet:)

Monsieur le Directeur général,

Je soussigné, directeur-gérant de la Société anonyme des hauts-fourneaux de Rodange, agissant au nom de cette Société, qui exploite à Rodange une usine à fonte consistant en deux hauts-fourneaux, d'une capacité de production annuelle d'environ 60,000 tonnes, et dont l'un seulement est actuellement activé, ai l'honneur de vous demander:

1° le transfert suivant le plan ci-joint de la concession de 5 hectares, qui est accordée à la dite Société par la loi du 7 juillet 1874 dans le bassin d'Esch-Rumelange, et qui s'effectuerait purement et simplement à égalité de surface et aux conditions et prix stipulés par cette loi; le lot en question, ayant la forme d'un trapèze contigu à notre concession du bois de Rodange, sur une longueur de 310 mètres, aurait pour ses autres limites, au Sud la frontière française, au Nord le lot de 5 hectares demandé par MM. Collart frères, à l'Ouest une droite parallèle à notre limite actuelle, distante de celle-ci d'environ 170 mètres;

2° une concession nouvelle de 5 hectares, faisant suite au lot précédent, limitée ainsi que le

tares de terrain minier qui a été accordée à la dite société par la loi du 7 juillet 1874 dans le bassin d'Esch-Rumelange, de manière à être contigue à la concession du bois de Rodange;

2° une concession nouvelle de cinq hectares de terrain minier faisant suite au lot précédent;

Vu les plans des surfaces de terrain minier demandées en concession;

Vu l'art. 2 de la loi du 12 juin 1874, sur le régime des mines et minières de fer;

Arrête:

Art. 1^{er}. La demande ci-dessous transcrite sera publiée au *Mémorial* et dans plusieurs journaux du pays, conformément à l'art. 2 de la loi susvisée.

Art. 2. Les oppositions éventuelles à l'objet de cette demande seront reçues par la Direction générale de l'intérieur, en l'hôtel de Gouvernement à Luxembourg.

Luxembourg, le 12 avril 1879.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

(Suit le texte de la demande:)

même plan l'indique, au Nord et au Sud par le prolongement des mêmes droites que pour le lot susdit et affectant également la forme d'un trapèze dont la hauteur serait de 200 mètres environ.

Nous acceptons pour cette concession les charges imposées en général pour la loi de 1874.

Notre demande a donc pour objet l'obtention de dix hectares de terrain minier dans les communes de Pétange et de Differdange, lieux dits « fond de Gras » et « Jungenbusch »; ils forment suite à notre concession du bois de Rodange, et c'est le seul champ d'exploitation qui puisse alimenter économiquement nos usines de Rodange.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma très-haute considération.

Rodange le 25 mars 1879.

Le Directeur-gérant de la Société de Rodange,
(signé.) H. HENRY.

Bekanntmachung. — Postwesen.

Es wird zur öffentlichen Kenntnis gebracht, daß der Austausch von Postkarten mit bezahlter Antwort zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und Griechenland bis auf weiteres aufgeschoben ist.

Luxemburg den 9. April 1879.

Der General-Director der Finanzen,
B. v. R ö b e.

Avis. — Postes.

Il est porté à la connaissance du public que l'échange des cartes postales avec réponse payée entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Grèce est ajourné jusqu'à nouvel avis.

Luxembourg, le 9 avril 1879.

Le Directeur général des finances,
V. DE ROEBE.

Bekanntmachung. — Eisenbahnen.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 9. d. Mts. ist das durch die Endverfügung § 4 des den Betrieb der Wilhelm Luxemburg-Eisenbahnen betreffenden Vertrages vom 11. Juni 1872 eingesetzte Comité auf eine Dauer von drei Jahren zusammenge setzt, wie folgt:

HH. Georg Wittenauer, }
Tony Dutreux, } Civil-Ingenieure,
Theodor de R ö b e, }
und Wilhelm Leibfried, Advokat-Anwalt.

Luxemburg den 10. April 1879.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
F. de Blochausen.

Avis. — Chemins de fer.

Par arrêté royal grand-ducal du 9 avril 1879, le comité institué par la dernière disposition du § 4 de la convention du 11 juin 1872, concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, a été composé, pour un terme de trois ans, comme suit :

MM. Georges Wittenauer, }
Tony Dutreux, } ingénieurs civils,
Théod. de R ö b e, }
et Guillaume Leibfried, avocat-avoué.

Luxembourg, le 10 avril 1879.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
F. DE BLOCHAUSEN.